

Asset management ancré en Suisse

CREDIT SUISSE La réorganisation ne se fait pas au détriment des ambitions internationales de la place financière dans ce métier.

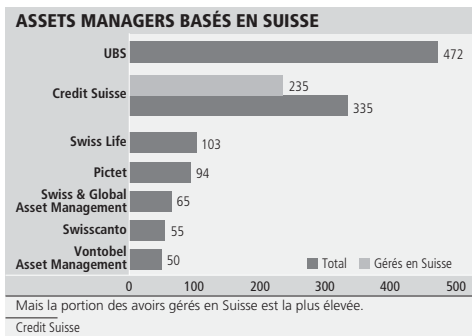
PIOTR KACZOR

Des cessions d'activités et la réorganisation communiquée en novembre par Credit Suisse avaient été parfois perçues comme traduisant un désengagement de la grande banque vis-à-vis de l'asset management en Suisse. Mais avec 250 milliards de francs (sur 335 milliards) d'actifs sous gestion - dans l'asset management gérés directement depuis la Suisse, Credit Suisse occupe une position de chef de file dans ce segment: «nous sommes un asset manager suisse. Les équipes sont basées ici, les équipes actions, les équipes obligations, toutes les obligations, qu'elles soient globales, corporates, liées à l'inflation etc. sont gérées depuis la Suisse» a insisté Gerhard Fussenig, le responsable Asset Management Core Investments (placements conventionnels) de la grande banque dans le cadre d'un entretien de presse mercredi à Zurich. Car si UBS gère un volume d'actifs bien plus élevé dans l'asset management (588 milliards de francs au troisième trimestre 2012 contre 369 milliards pour CS) ses équipes de gestion sont souvent basées à Londres ou à Chicago. «Certes, après la vente de nos fonds traditionnels à Aberdeen il y a trois ans nous avions un peu perdu de notre visibilité à l'international. Mais nous opérons un retour pas à pas. Nous gagnons d'ailleurs davan-

tage d'actifs à l'étranger qu'en Suisse» a souligné Gerhard Fussenig. A son gré, «pour faire de la Suisse un centre international de l'asset management, il faut en faire un centre de production. Et pour cela, être en mesure de développer la gestion de portefeuille en Suisse de manière à ce que celle-ci gagne des clients à l'étranger. Afin de pouvoir faire venir ici des gérants qualifiés».

Et de comparer la situation de l'asset management traditionnel avec la gestion alternative: «en attirant des gérants de Londres à Genève et à Zurich, l'industrie des hedge funds a réalisé des percées dans plusieurs domaines et étendu ses capacités ici. Dans la gestion traditionnelle, je pense que nous sommes aussi en mesure d'attirer des gérants. D'ailleurs nous avons montré ces deux ou trois dernières années que nous pouvons faire venir des spécialistes de Munich, de Francfort ou de Londres en Suisse pour renforcer nos équipes et l'industrie suisse de l'asset management».

Dans le segment Multi-Asset-Class-Solutions MACS par exemple, CS gère ainsi depuis la Suisse un volume de 81 milliards de francs sur 105 milliards. Après la cession des fonds traditionnels à Aberdeen, le segment actions de CS ne gère plus que 7 milliards de francs (dont 5 milliards en actions suisses). Entre-temps ce segment a été étoffé à 11



milliards. Même si «le segment des actions SMI est moribond en gestion active face à l'engouement pour les produits passifs» selon le spécialiste. Le segment actions a donc pu être étoffé à la faveur des mandats gagnés dans le segment Global Value, small caps, European dividends ou real estates securities. La croissance se poursuit donc surtout à l'international dans le segment actions. Et le spécialiste de souligner que sur les 250 milliards gérés par CS en Suisse dans l'asset management, 27 milliards viennent de l'étranger. «Or l'an dernier, nous avons perdu 2,1 milliards d'actifs en Suisse (clientèle gestion de fortune surtout et obligations en décembre) mais gagné 2,4 milliards hors du pays. Je peux donc affirmer que le concept visant à faire de la Suisse

un centre financier de l'asset management fonctionne au Credit Suisse. Nous avons gagné des avoirs tant dans les actifs traditionnels, 1,9 milliard, que dans les placements alternatifs, 0,5 milliard». Alors que la réorganisation de Credit Suisse communiquée en novembre dernier - soit la décision de regrouper ses divisions Private Banking et Asset Management au sein d'une nouvelle division Private Banking & Asset Management - avait été interprétée comme n'allant pas dans le sens du projet Asset Management Suisse, Gerhard Fussenig es-

time qu'il revient désormais aux instances réunies autour de l'ASB de montrer que le concept fonctionne de manière plus générale. «Car pour atteindre une dimension industrielle, il ne faudrait pas attirer 2,4 milliards mais dix ou vingt milliards d'actifs à l'international à gérer en Suisse». Le tableau ci-dessus montre que dans les placements traditionnels institutionnels, les autres grands acteurs déploient leurs activités plutôt pour une clientèle domestique, sauf pour Pictet et Vontobel (pour les fonds).

A l'échelle internationale, l'Asset Management de Credit Suisse place le groupe parmi les trente premiers mondiaux. Dans les cinquante premiers pour la seule portion des actifs gérés depuis la Suisse. Mais Gerhard Fussenig ne cache pas qu'en Suisse même, face à la concurrence des géants internationaux, même Credit Suisse ne pourra pas conserver ses parts de marchés actuelles (plus de 40% dans les produits passifs, 25% dans le fixed income) auprès de la clientèle institutionnelle (caisses de pension) face à la concurrence grandissante des géants de l'institutionnel et à l'arrivée de nouveaux acteurs de poids. ■

GERHARD FUSENIG NE CACHE PAS QU'EN SUISSE MÊME CREDIT SUISSE NE POURRA PAS CONSERVER SES PARTS DE MARCHÉS ACTUELLES AUPRÈS DES CAISSES DE PENSION.

Nouvel échec de SwissRespect à Genève

Pour le moment, SwissRespect n'a pas qualité pour défendre en son nom devant la justice les collaborateurs de banque dont des données ont été transmises aux Etats-Unis par leur employeur. La Cour de justice de Genève a estimé que l'association n'était pas encore suffisamment représentative pour le faire.

SwissRespect avait déjà été déboutée par le Tribunal de première instance. Elle perd maintenant en appel. La Cour de justice de Genève a notamment indiqué que les démarches de l'association «ne permettent pas de retenir qu'elle défend de manière régulière et soutenue les intérêts du groupe de personnes visées par les statuts».

L'arrêt de la Cour de justice de Genève ne ferme cependant pas définitivement la porte des tribunaux à SwissRespect. Les juges pourraient réexaminer la situation si l'association s'engageait dans une nouvelle démarche judiciaire pour défendre les employés ou ex-employés dont les noms ont été livrés aux Etats-Unis.

Pour SwissRespect, ce jugement, bien que source de déception, est «aussi un encouragement à persévérer et mieux faire connaître les actions que mène» l'association. SwissRespect continuera notamment de «condamner sévèrement tous les mammoth financiers» qui se croient «au-dessus des lois». - (ats)

Résolument à contre-courant de l'alarmisme archi-dominant

PHILIPPE JABRE.

Le gestionnaire genevois a beaucoup acheté depuis l'été. Notamment des valeurs japonaises.

SÉBASTIEN RUCHE



PHILIPPE JABRE. Il réalise actuellement ses gains sur des positions prises depuis l'été dernier.

«Je lis beaucoup les commentaires alarmistes, mais je ne trouve pas d'éléments qui m'inquiètent», explique Philippe Jabre lorsqu'on lui demande son outlook pour 2013. Selon le gérant genevois, les marchés sont beaucoup plus prévisibles depuis l'été dernier, mais peu d'intervenants en sont conscients.

Les convulsions de marché de la première moitié de 2012 ont laissé des traces. Après la crise de 2008 puis celle de 2010-2011, ces phénomènes ont fini de démolir les investisseurs, surtout les privés, analyse Philippe Jabre.

L'été dernier, la majorité des intervenants sont restés à l'écart des marchés, focalisés sur le niveau élevé des primes de risques, la corrélation extrême entre les actifs, la perspective des élections américaines, la transition du pouvoir en Chine ou l'approche du fiscal cliff. Mais pas Jabre Capital, qui a commencé à acheter durant l'été.

«Une fois que l'euro a été stabilisé, nous avons assisté à un réajustement des valeurs, poursuit le

gérant. Les multiples se sont redressés, même si les entreprises européennes n'ont pas progressé l'an dernier. Au Etats-Unis, la situation est différente, avec une vraie croissance».

Depuis septembre dernier, le stock picking est devenu dominant, générant de la surperformance «pour les survivants» de cette stratégie, relève-t-il. Allusion aux gérants alternatifs de sa génération qui se sont retirés des affaires l'an dernier, par exemple chez Sloane Robinson. Jabre y songe-t-il également? Absolument pas: «j'avais dit à mes clients que je n'arrêtais pas avant d'avoir atteint mon high water mark. Nous n'en sommes plus très loin, mais je suis trop jeune et trop passionné pour arrêter».

A 52 ans, Philippe Jabre gère actuellement environ 1,8 milliard de dollars, loin du pic de six milliards atteint en 2010. Ce recul est

dû à une année 2011 délicate et aux retraits qui l'ont suivie. Puis les bonnes performances d'octobre/novembre 2012 ont compensé une bonne partie des pertes des 18 mois précédents, affirme-t-il.

Ces bonnes performances récentes sont aussi venues du Japon, où Philippe Jabre est retourné en novembre, pour la première depuis 2006. «J'ai alors compris que le pays n'avait plus le choix: il devait réformer. Les grands groupes continuaient à embaucher, malgré des pertes énormes provoquées par une compétitivité faible, la cherté du yen et l'incertitude sur le gouvernement japonais».

Jabre Capital s'est porté acheteur dès l'annonce des législatives du 16 décembre, et encore plus lorsque le Premier Ministre actuel, Shinzo Abe, en est devenu le favori sur la base d'un programme de libéralisation économique. Depuis mi-novembre, l'indice Nikkei est passé de 8600 points à 10.500 points et le yen a faibli. Jabre Capital a commencé l'année 2013 en se souvenant que les récents rallies de début d'année avaient été suivis de reculs équivalents. C'est pourquoi la société de gestion est en train «de réaliser fortement», explique son dirigeant. Pour l'avenir, il se félicite que les banques centrales ont compris qu'elles devaient surtout

préservé la croissance, sur le modèle de la Fed.

Les thèmes joués sont l'immobilier et la consommation asiatiques, mais aussi celui des actions européennes fortement sous-évaluées. «La rectification des multiples se poursuit sur l'ensemble des secteurs et des régions».

Se tenant à l'écart des acteurs dépendants des taux d'intérêts (utilités, télécoms), il préfère les sociétés capables de répercuter les hausses de prix (biens de consommation, automobile, valeurs industrielles).

Si un accord est trouvé sur le budget américain, Philippe Jabre voit le S&P atteindre 1550 à 1575 points. Une reprise chinoise aiderait beaucoup, tandis que l'Europe serait portée par ce mouvement, permettant peut-être le retour des initiatives privées. Les profits des entreprises devraient progresser en 2013, contrairement à 2012. Côté risques, Philippe Jabre n'en voit pas beaucoup - c'est presque un problème. Les gouvernements et les banques centrales ont des positions communes; le recul des prix de l'énergie aux Etats-Unis est très positif, alors que le processus de réindustrialisation se poursuit, dans un élan qui ne sera pas stoppé par l'inflation. Seul le regard négatif des commentateurs demeure. Sans convaincre Philippe Jabre. ■

Le renversement pas envisagé avant fin 2014

IMMOBILIER.

UBS prévoit encore une hausse des prix pour cette année. La surchauffe semble s'atténuer.

Placement réputé sûr, d'autant plus en période d'incertitude, l'immobilier continue de voir les capitaux affluer. Selon UBS, les prix des logements en propriété vont progresser cette année de 3% et ceux des maisons individuelles de 2,5%. Même si le boom semble s'atténuer, les risques devraient s'accroître.

Cette atténuation devrait essentiellement toucher les grandes agglomérations du pays, estime le numéro un bancaire suisse dans l'édition 2013 de son étude sur le marché immobilier suisse «UBS real estate focus» publiée hier. La tendance à la hausse des prix, qui se poursuit depuis plus de quinze ans, finit par se répercuter sur le marché, laissant se profiler un potentiel de correction.

Si dans certaines régions, comme Zurich, l'Arc lémanique ainsi que les stations touristiques, les prix sont déjà surévalués, le niveau historiquement bas des taux d'intérêt et la forte immigration rendent toutefois leur recul peu probable. Le risque de correction est le plus élevé dans les centres économiques et les zones résidentielles les plus convoitées. UBS ne table pas sur un renversement de tendance avant fin 2014.

Le marché immobilier helvétique semble avoir atteint le sommet d'un nouveau cycle. Depuis le creux de la vague en 1998, les logements en propriété ont renchéri de près de 60%. Une moyenne toutefois trompeuse puisque la moitié de la population suisse vit dans des régions où la hausse n'a pas dépassé 40%, tandis que 20% des habitants ont connu des bonds de 70 à 100%.

Contrairement à une idée très répandue - et une erreur commune - les prix de l'immobilier bien situé présentent une volatilité supérieure à la moyenne, note UBS. Ainsi, sur les bords du lac Léman, la valeur des logements en propriété a explosé à la fin des années 80, avant de chuter de plus de 30%. Il a fallu dix-sept ans (vingt en considérant l'inflation) pour que les prix retrouvent leur niveau.

Avec la croissance de l'emploi, des revenus et de la population en lien avec l'immigration, le boom s'est étendu à d'autres régions, comme Fribourg et l'Argovie, par exemple. Au vu de l'évolution actuelle et malgré la modération de la hausse des prix cette année, les risques vont s'accroître dans plusieurs zones du pays.

Selon les experts du numéro un bancaire suisse, des villes comme Lucerne et Sion ainsi que d'autres agglomérations devraient s'approcher de la zone à risque. Pour mémoire, UBS avait observé début novembre que la situation sur le marché immobilier continuait à se tendre, son indice des bulles immobilières étant entré au 3e trimestre en zone rouge pour la première fois depuis la crise des années 1990. - (ats)